



# SAHARA

# INFO

Bulletin de l'Association des Amis de la  
République Arabe Sahraouie Démocratique  
B.P. 244 - 75227 PARIS CEDEX 05  
C.C.P. : 19303 94 K PARIS

N° 65

AVRIL  
à MAI 1983

Prix : 8 F

Commission paritaire n° 58229

# 10 ans après



Mustapha Sayed El Ouali

## LA RASD FÊTE SON PREMIER COMBAT

# Qui est derrière Sahara Info ?

Des amis des sahraouis appartenant à toutes les sensibilités politiques, syndicales et philosophiques.

Présidence de l'Association : François Asensi, Alain Benlezar, Jacques Blache, Edmé Boiché, Didier Cadin, Denise Duboscq, Victor Leduc, Marcel Omet, Bernard Parmantier.

Secrétaire général : Thomas Jallaud.

Comité de rédaction : Karima Azi, Didier Cadin, Benoît Deck, Lucien Hanoun, François Lançon, Jean-Pierre Martinaud, Jean-Paul Meyer, Philippe Riche.

Collaborateurs : Maurice Barbier, Jean Copans, Constant Hamès, Edmond Jouve, Raoul Weexsten, Louis Michel (liste non close).

## Sommaire

Le point avec le représentant du Front Polisario en France	3
Compte rendu de voyage	4
U.S.A. le Congrès s'interroge	5
10 <sup>e</sup> anniversaire	7
Entretien avec M. Ould Salek	10
Le Parti socialiste reçoit une délégation du Front	11
Tournée El Ouali	12
Vie des Comités	14
Perspectives maghrébines	15
Au Sahara	16

# ÉDITORIAL

Les festivités du 20 mai 1983, 10<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte armée par le Front Polisario, qui viennent de se tenir, ont permis de mesurer l'audience remarquable dont jouit aujourd'hui à travers le monde la lutte menée par le peuple sahraoui pour la libération totale de la République arabe sahraouie démocratique. En effet, ce sont plusieurs centaines de délégués venus du monde entier — dont une quarantaine de France —, d'un haut niveau de représentativité, qui sont venus exprimer par leur présence leur solidarité avec le Front Polisario.

Tel est également le sens du récent voyage que vient d'effectuer le Président de la R.A.S.D. en Afrique (fin avril). Du Bénin au Mali, en passant par le Mozambique, le Burundi et le Congo, Mohamed Abdelaziz a été accueilli dans les capitales de ces cinq pays en chef d'État, comme il se doit. Jamais encore de telles visites n'avaient revêtu ce caractère de reconnaissance pleine et entière de l'État sahraoui et de ceux qui le représentent.

A l'heure où on parle beaucoup d'un Grand Maghreb à mettre en œuvre, il est important de constater que ces États africains apportent leur propre contribution aux efforts de paix actuellement déployés par l'Algérie, la Libye et la Tunisie pour inciter le roi du Maroc à engager la négociation directe avec le Front Polisario, préalable nécessaire au retour à la paix, elle-même indispensable pour permettre la constitution de ce Grand Maghreb dont la R.A.S.D. est partie prenante.

Pour le moment, constatons-le une nouvelle fois, le Maroc persiste à refuser toute négociation avec le Front Polisario, sous prétexte que ce dernier n'aurait aucune représentativité. Ce refus est en réalité motivé par le fait que le roi Hassan II veut à tout prix conserver le « triangle utile », là où se trouve le phosphate — principal enjeu économique du conflit —, et qu'il sait fort bien que c'est précisément sur ce point qu'il est exclu pour le Front Polisario de transiger, car il s'agit pour ce dernier tout à la fois d'une question de souveraineté territoriale, de droit du peuple sahraoui à disposer de ses richesses, et enfin de respect de la Charte de l'O.U.A.

En effet, un tel compromis territorial, s'il avait lieu, signifierait l'abandon du principe sacré de l'O.U.A. du droit des peuples à s'autodéterminer dans le cadre des frontières héritées de la colonisation. Ce précédent provoquerait à long terme des bouleversements dont on a peine à imaginer l'ampleur : il encouragerait ceux qui en ont l'ambition et les moyens militaires à contester les frontières de leurs voisins, ce qui, bien sûr, serait source de conflits multiples et graves.

Les Africains, et en particulier l'Algérie qui souhaite la paix et la stabilité régionale sur la base du respect des principes de l'O.U.A., sont parfaitement conscients de ces enjeux. C'est pourquoi dans leur très grande majorité ils soutiennent l'existence d'une R.A.S.D. dont le tracé des frontières correspond à celles définies par le colonisateur espagnol pour le territoire du Sahara occidental.

Dans un contexte où, suite aux rencontres Hassan-Chadli, Chadli-Bourguiba et Chadli-Abdelaziz, on parle beaucoup d'un processus de paix, les semaines à venir nous diront si le Maroc souhaite réellement s'y associer, dans le respect de l'esprit de la résolution de Nairobi qui prévoit l'organisation d'un référendum libre, général et régulier, et non pas un référendum « confirmatif », comme voudrait le faire croire le roi pour tenter de réaliser la partition de la R.A.S.D. à laquelle il rêve.

Parmi les occasions qui vont se présenter, celle du sommet de l'O.U.A. auquel la R.A.S.D. a été tout naturellement invitée à siéger en tant que 51<sup>e</sup> État membre — va permettre au roi de préciser ses intentions. Le Maroc y sera-t-il représenté, premier acte de reconnaissance de Polisario ? Ou bien va-t-il pratiquer la politique de la chaise vide en tentant d'empêcher la tenue du sommet sous prétexte d'une présence des Sahraouis ?

Pour l'heure notre mobilisation ne doit en aucun cas se relâcher, car le peuple sahraoui traverse les moments les plus difficiles de son histoire récente : il est à craindre que le chemin pour l'instauration d'une paix véritable et définitive ne soit encore long à parcourir.

Thomas Jallaud  
Secrétaire Général



## • Le point avec le représentant du Front Polisario en France

### Le contexte

Acharnement tous azimuts de l'administration américaine à soutenir une monarchie marocaine chancelante ; persistance du régime de Rabat dans son attitude expansionniste : cantonnement des forces marocaines derrière un mur destructible — signe d'échec militaire — mur qui ne constitue pas une solution, ni militaire, ni politique : isolement extérieur du Maroc et crise intérieure croissante ; détermination grandissante du peuple sahraoui attestée par le mot d'ordre du dernier Congrès du Front Polisario « Toute la Patrie ou le Martyr ». Voici le contexte dans lequel se vit le 20 mai 83, dixième anniversaire de la toute première opération militaire menée par le Front Polisario.

Dès ce premier combat historique, si longue que soit la lutte qui suit, nous nous sommes libérés du colonialisme, nous avons retrouvé notre dignité, acquis notre indépendance, reconstitué notre nation.

La R.A.S.D., cadre authentique dans lequel se cristallisent nos aspirations légitimes, prend lentement mais sûrement sa place au sein des nations indépendantes et souveraines. Nous voici membre à part entière de l'O.U.A., reconnu par plus d'un tiers des États du Monde, ayant des relations officielles ou officieuses avec plus de cent pays...

### Combattre et construire

La R.A.S.D. s'enorgueillit de ses institutions, de ses structures, de sa démocratie originale, de ses efforts de développement réalisés en pleine guerre de libération nationale. Pas question d'attendre que l'agresseur soit complètement chassé pour bâtir une société nouvelle, comme il n'était pas question le 20 mai 1973 de réunir toutes les conditions pour déclencher la lutte armée. Une seule condition suffisait et suffit : la volonté. Le reste importe peu. Partout où il est, le peuple sahraoui s'identifie au Front Polisario, même et surtout dans les zones occupées, sous la répression, dans ses dimensions les plus horribles.

### Le trône marocain menacé

La guerre continue, la paix est loin car le peuple sahraoui affronte un Maroc soutenu par la première puissance mondiale, les U.S.A.

Mais à la suite de l'engagement des U.S.A. à ses côtés, le trône marocain s'est vu sérieusement menacé par l'armée et par le peuple marocain. La tentative de Dlimi (une affaire à suivre !) exprime un sentiment qui fait son chemin « Assez d'enlèvement dans une guerre injuste... Assez de ce Sahara qui ne profite qu'à Hassan... »

### La rencontre Hassan-Chadli

Hassan, lui, veut gagner du temps, faire croire que sa rencontre avec le président algérien est la clé magique du retour à la paix. La guerre ne pourra cesser que par le retrait total, inconditionnel du Maroc de l'intégralité du territoire de la R.A.S.D. Il faut que le gouvernement marocain se mette à la table des négociations avec le gouvernement sahraoui mais toute initiative qui tend à aboutir à cet objectif est bienvenue. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la rencontre Hassan-Chadli Bendjedid.

### Le Maghreb arabe

On en parle beaucoup en ce moment — trop peut-être. Il est illusoire d'en parler tant que le Maroc occupe une partie de la R.A.S.D. Le Maghreb ne peut être construit sur les décombres de la R.A.S.D. Le peuple sahraoui, le Front Polisario et le Gouvernement sahraoui rejettent avec la dernière énergie toute idée de « Fédération » de « Confédération », « d'État sahraoui dans le triangle » ou « en dehors du triangle », etc. A toute demi-solution, de caractère colonialiste évident, le peuple sahraoui a répondu : « Toute la Patrie ou le Martyr » — Ce que nous commémorons le 20 mai c'est l'anniversaire d'une date historique qui rappelle que toute solution passe par le respect scrupuleux de la souveraineté nationale de la R.A.S.D. et de son intégrité territoriale.

### La France

A cette occasion, nous nous félicitons de la solidarité agissante du peuple français avec la juste cause de notre peuple. Nous pensons à l'action nationale de l'Association des Amis de la R.A.S.D., au soutien des forces démocratiques (P.C., P.S., P.S.U., C.G.T., C.F.D.T., jeunesses communistes, socialistes, ouvrières chrétiennes...) et aux nombreuses personnalités politiques qui nous ont appuyés.

C'est grâce à eux tous que le Front Polisario a pu ouvrir une représentation à Paris, que des jumelages ont été

# IMPRESSIONS DE VOYAGE

Invitée de Monsieur Hakim Ibrahim, ministre des Affaires étrangères de la R.A.S.D., et accueillie par Monsieur Ould Salek, responsable des relations extérieures, Madame Gisèle Laurent, antiquaire, a effectué un séjour en R.A.S.D. à titre privé. Sahara Info reproduit ses impressions de voyage.

Dans cette région du Sahara appelée Hamada, le désert est rude et rocailleux.

Seul moyen de transport, la landrover.

Pas de point d'eau.

C'est ici que se sont montés les camps de réfugiés sahraouis. Admiration pour le courage.

Parlons d'abord de ce peuple pour mieux comprendre la structure de leur organisation — générosité de cœur, hospitalité et ardeur frappent le visiteur.

Pas une doléance, mais une vie intérieure intense.

Chaque personne est motivée par la même cause : travailler pour l'indépendance et être prêt pour ce jour.

Chacun à une responsabilité à assumer selon ses possibilités, et en donnant le maximum de sa personne. Rien n'est laissé au hasard — tout s'enchaîne sans une faute de coordination et ceci à tous les niveaux.

Les sahraouis sont conscients des richesses que renferme leur sol. Ils veulent être à la hauteur pour les exploiter.

## Département sanitaire

Mon premier contact : la visite de l'hôpital national Bachir Salek, bâtiment blanc, insolite dans cette immensité de sable.

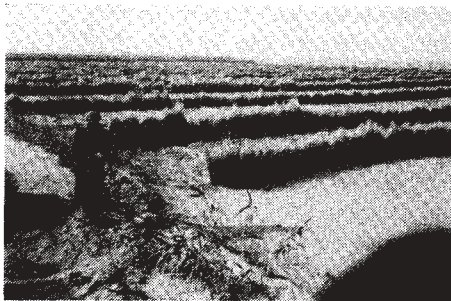
Pourtant un directeur, une équipe médicale exclusivement sahraouie sont là.

Plusieurs secteurs — femmes — hommes — pédiatrie — laboratoire — salle de radios — zone contrôlée pour les cas graves — la propreté, l'ordre y règnent, ce que l'on retrouve dans tous les camps :

— l'organisation.

L'hôpital est ouvert depuis 1977, construit par le peuple malgré la guerre avec la Mauritanie.

Études médicales poursuivies dans les pays amis.



## Département instruction

Ma seconde visite : une école régionale des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés. Nombreuses classes non surchargées — grande cour — même programme pour le même degré à la même heure.

Ensuite visite de l'école du 9 juin, vaste institution internat, nombreuses classes filles et garçons — six heures de cours par jour, programme varié, animation avec salle adaptée, cantine, imprimerie.

Le directeur : personne très dynamique, d'un bon contact, qui sait bien mener son équipe.

La plus extraordinaire est celle du 27 février, véritable petite ville dirigée par une jeune femme appelée « directrice générale ». Multiples sections :

Section pour femmes analphabètes,

Section pour le perfectionnement,

Section langues étrangères,

Formation professionnelle et artisanale,

Atelier de couture, tricot, gravure sur bois et métal, et une formation militaire pour jeunes.

Toute l'organisation de ce centre est conçue en fonction des besoins futurs du peuple.

Les femmes viennent avec leurs enfants, une crèche surveillée avec

assistance médicale pour les enfants à partir de 2 mois jusqu'à six ans — on les occupe en fonction de leur âge — le soir, les mères les reprennent.

Cette institution représente un exploit gigantesque, le résultat est à la même échelle.

Pour ce peuple l'informatique n'a aucun secret, c'est un don naturel.

## Vie sociale

Chaque wilaya est divisée en daïra.

Dans le camp de Bou Craa (wilaya d'El Ayoun), j'ai rencontré au dîner-réception, le gouverneur, Monsieur Khalil Sidi M'Hamed, et le conseil populaire de la daïra ; il m'a été expliqué le fonctionnement des camps.

Les femmes sont considérées à part entière responsables de comités artisanat — justice — éducation — santé — distribution de vivres au peuple.

Tout le monde lutte pour le même espoir, l'indépendance.

Chaque personne à une tâche à assumer.

Dans chaque région, une école régionale, une crèche, une infirmerie, un camp de convalescence.

Les camps sont propres — les tentes bien entretenues, avec une petite pièce faite de briques pour la cuisson des aliments.

Dans la wilaya de Smara, j'ai visité les jardins sahraouis dans le désert.

Un groupe de jeunes ingénieurs agronomes les ont créés. On y cultive les légumes destinés aux personnes sous-alimentées.

Ces jardins sont irrigués par des tuyaux branchés sur les citernes qui apportent l'eau.

Il faut du courage, encore une fois, rien n'est laissé au hasard.

A Hauza, j'ai rencontré tous les maires de la wilaya de Smara, l'adjoint du gouverneur Monsieur Tako et le gouverneur, Monsieur Mahmoud Abdel Fattah, au cours du dîner sous la tente en mon honneur, font que j'ai l'impression de connaître tous mes nouveaux amis sahraouis depuis longtemps.

Nous commençons à parler de la France, mes amis sont déçus de notre comportement vis-à-vis d'eux — ils ne comprennent pas cette attitude à leur égard. Pourquoi ?

Monsieur Abdel Fattah me dit que pourtant la France détient la carte majeure pour participer à rétablir la paix au Sahara Occidental.

Je ne peux qu'acquiescer — la France avec les antécédents qu'elle a dans la région, de plus ses relations

amicales entretenues avec le Maroc, ne pourrait-elle pas ramener sagesse et équité entre deux peuples frères ? Cette attitude ne serait qu'à son honneur.



### Trophées militaires

J'ai eu un court entretien avec un prisonnier marocain, officier pilote sur Mirage, qui a largué les bombes à fragmentation U.S.A. Il pensait trouver des mercenaires parmi les sahraouis, stupéfaction : aucun.

Pour le reste, les photos parleront du matériel étranger récupéré.

### En conclusion

Le peuple sahraoui chassé de son territoire est arrivé par son courage et sa ténacité à un résultat absolument

fantastique. Il mérite de vaincre et il vaincra.

Je rappelle que la R.A.S.D. est membre de l'O.U.A. depuis le 22 février 1982.

Je remercie tous les amis sahraouis qui ont contribué à ce que mon voyage se déroule dans les meilleures conditions, je remercie également toutes les personnes qui m'ont reçu avec tant de gentillesse et d'hospitalité.

Vive la R.A.S.D. !

Vive le Front Polisario !

Paris, le 3.02.1983

Gisèle Laurent

## Interrogations au congrès des U.S.A.

Au cours des débats très animés qui ont caractérisé la réunion de la Commission des Relations Extérieures du Congrès américain concernant le problème du Sahara Occidental, de nombreux parlementaires ont exprimé leur opposition farouche à la politique interventionniste et militariste poursuivie par l'administration Reagan dans le conflit du nord-ouest africain pendant les deux dernières années.

L'augmentation de l'aide atteste la politique partisane de l'administration Reagan qui ne peut prétendre par conséquent à une neutralité. Les intervenants à la commission des Relations Extérieures du Congrès américain ont sévèrement critiqué l'administration Reagan et son manque de soutien aux efforts de l'O.U.A. Les Parlementaires U.S. ont aussi manifesté leur préoccupation quant au manque de contact de l'actuelle administration avec l'autre partie en conflit, le Front Polisario. Ils ont demandé que des contacts reprennent et ont exhorté le gouvernement de la Maison Blanche à cesser la vente des armes horribles au Maroc comme les bombes à fragmentation.

Les débats ont débuté le 15 avril et se sont poursuivis jusqu'au 17, ils ont permis aux parlementaires d'exprimer leur point de vue. Nous reproduisons certains d'entre eux :

• Pour M. Haward Wolpe, Président du Comité Afrique : « Je suis préoccupé par l'augmentation de l'aide américaine au Maroc, surtout celle qui montre clairement notre ingérence militaire dans le conflit. De plus en plus, notre politique apparaît comme aidant le Maroc pour maintenir l'annexion du Sahara Occidental contre le Front Polisario représentant pourtant reconnu du peuple sahraoui pour l'O.N.U. et l'O.U.A. »

Soulignant que « une solution basée sur l'autodétermination et reconnue internationalement forcera certainement le Maroc à quitter le Sahara Occidental » le congressman a rappelé que « du temps de Carter, l'administration U.S. avait un double langage plus modéré : vendre une quantité d'armement au Maroc et maintenir des contacts avec l'autre partie, le Front Polisario, tout en encourageant une solution pacifique.

Reagan a rompu avec une telle approche en triplant l'aide militaire au Maroc, en fournissant un entraînement contre les guerilleros du Front Polisario, en vendant des bombes à fragmentation et des radars de surveillance pour localiser les bases et mouvements des combattants sahraouis au Sahara Occidental ». En conclusion, M. Haward Wolpe a critiqué l'administration Reagan de ne pas « vouloir inciter le Maroc à une solution négociée tout en continuant à ignorer le Front Polisario, sans lequel, il ne peut y avoir une solution au problème du Sahara Occidental ».

• Mervyn Dynally (Démocrate Californie) :

« Notre soutien ne cesse d'augmenter pour le Maroc tout en ignorant la vraie nature du conflit qui oppose le Front Polisario et le Maroc à la suite de la tentative de ce dernier d'occuper le territoire par la force en 1975. Aujourd'hui la R.A.S.D. est reconnue par l'O.U.A. et par un grand nombre de pays. Le gouvernement prétend être neutre et pourtant nous sommes devenus le fournisseur numéro un du Maroc en armement, ce qui signifie que nous avons opté pour l'escalade du conflit. Cette politique est certainement alarmante et la vente de bombes à fragmentation pour réprimer les aspirations légitimes d'un peuple ne nous rend pas plus populaires dans cette région du monde. Je demande à l'administration de se poser sérieusement la question : si nous sommes en train de contribuer à la stabilité ou au contraire en train de ruiner nos intérêts à long terme. Les menaces auxquelles fait face le Maroc sont internes. Nous devons cesser d'aliéner trois pays importants de la région : Algérie, R.A.S.D. et Mauritanie au nom des liens avec le Maroc.

C'est bien d'avoir des relations avec le Maroc, mais il est aussi important d'avoir des liens avec le Front Polisario.

• M. Paul Simon (député de l'Illinois) :

« J'ai visité la région en 1980, et j'ai été impressionné par le gouvernement sahraoui et par sa capacité d'organisation et ses réalisations dans les domaines de la santé et de l'éducation. J'ai un respect pour les leaders sahraouis et je crois que le Sahara sera indépendant demain, dans deux ans ou dans dix, mais il sera indépendant. Je n'ai aucun doute. Nous devons avoir des liens et des contacts avec le Polisario et cesser de suivre nos passions plutôt que nos intérêts. »

Après de pertinentes observations de Stephen Solarz, député de New York et très connu pour sa parfaite connaissance du dossier sahraoui, le sous comité de la Commission des Relations Extérieures du Congrès a donné la parole à un invité, M. Richard Parker, ancien ambassadeur U.S. à Alger et à Rabat et actuel directeur de la revue « Middle East Journal ».

• Pour M. Parker (ancien ambassadeur en Algérie et au Maroc)

« Tout montre que nous avons été pour l'acquisition par le Maroc du Sahara Occidental pendant les deux dernières années. L'Algérie et le Polisario ont accueilli cela avec découragement et consternation.

Le désir d'avoir de bonnes relations avec le Maroc nous aveugle et des efforts doivent être faits pour équilibrer notre politique. La situation sur le terrain paraît stable, mais je crois que les sahraouis trouveront toujours le moyen de surmonter le mur de sable.

Si nous lui donnons la chance, l'État sahraoui est viable mieux d'ailleurs que plusieurs États membres des Nations Unies et, parfois, certains de nos plus proches amis. »

Après avoir souligné que le Maroc s'est inscrit en porte-à-faux à toute solution négociée et précisant que la politique hostile de l'administration U.S. est injustifiée à l'endroit du Front Polisario, M. Parker a déclaré : « Nous devons cesser nos ventes militaires au Maroc ou les limiter, supprimer la vente des armes horribles comme les bombes à fragmentation, soutenir un règlement, une solution négociée, et établir des contacts avec le Front Polisario. »

# Le baiser de la mort

Les U.S.A. sont-ils en train de ruiner la monarchie marocaine ? Il y a une évidence de plus en plus claire et répandue à Washington, selon laquelle les relations particulières que l'Administration Reagan a essayé de cultiver avec le roi du Maroc pourraient provoquer un retour en arrière grave, saper plutôt qu'assurer les intérêts des U.S.A. en Afrique du Nord, et menacer plutôt que préserver le roi lui-même, un des amis arabes les plus fidèles des U.S.A. La mort mystérieuse du chef militaire et des services du contre-espionnage du roi ainsi que l'arrestation il y a deux mois de plusieurs officiers marocains ont soulevé des doutes quant à la stabilité du régime marocain. Au cours d'un débat le 15 mars, un représentant du Département d'État n'a pas réussi à convaincre les membres du Congrès : la politique de l'Administration vise-t-elle à aider le Maroc à résoudre ses graves problèmes politiques et économiques ou bien à essayer d'asseoir le régime du roi aussi solidement qu'il l'était il y a dix ans ? Un rapport récent d'une mission d'assistants américains en Afrique du Nord, envoyée par la Chambre, met en garde sur le fait que l'enthousiasme de l'Administration Reagan pour le roi pourrait devenir le « baiser de la mort ».

Le Rapport dit aussi que l'Ambassadeur des U.S.A. à Rabat a fait beaucoup plus de mal que de bien en exagérant l'offre de l'aide américaine au Maroc, créant ainsi l'impression que les U.S.A. se sont engagés à fournir au roi un parapluie de sécurité personnel en cas de défis autant intérieurs qu'extérieurs. L'année dernière, peu avant la signature de l'Accord sur les bases américaines au Maroc gardé encore secret, le sous-comité de la Chambre pour l'Afrique a voté le refus des crédits subventionnés destinés au Maroc pour l'achat d'armes américaines et la réduction de moitié du total des crédits de vente militaires offerts par l'Administration Reagan. Ce vote a été soutenu par l'ensemble du comité des relations extérieures de la Chambre, qui a aussi imposé des restrictions sévères sur l'implication militaire des U.S.A. dans la guerre qui oppose le Maroc aux combattants du Front Polisario au Sahara Occidental.

## Le conflit du Sahara occidental

par Maurice Barbier

Voilà plus d'un an paraissait l'ouvrage de Maurice Barbier, *Le conflit du Sahara occidental*. Les lecteurs de *Sahara Info* connaissent l'existence de ce livre dont nous avons à plusieurs reprises recommandé la lecture. Il était temps d'en faire, comme le reste de la presse, un compte rendu.

Au même titre que quelques vingt ouvrages parus ces dernières années, Maurice Barbier se fixe comme objectif de tenter de maîtriser les tenants et aboutissants du conflit sahraoui. Ambition difficile et pleine d'embûches, car toute recherche sur ce thème doit affronter trois difficultés majeures.

La première difficulté réside dans la grande controverse qui existe autour du fait de savoir si le Sahara est oui ou non marocain. Il s'agissait donc de réussir à sérier les arguments, démêler le vrai du faux à la lumière d'une histoire régionale d'autant plus complexe à appréhender que les sources de référence sont encore tout à fait insuffisantes. Enfin, il fallait démontrer.

Disons le tout de suite, cette partie de l'ouvrage qui s'attache à l'histoire de la région du XIV<sup>e</sup> siècle à la colonisation espagnole, puis à la préparation de la décolonisation qui va échouer pour se transformer en conflit, est la plus brillante.

En travaillant dans l'ombre au sein du Sénat, les amis du Maroc, conduits par le sénateur Républicain du Wisconsin Robert Kasten, ont pu faire lever les restrictions et restaurer entièrement les 100 millions de dollars d'aide militaire, dont 25 millions d'aide nette, demandés par l'Administration Reagan.

Les critiques de la politique de l'Administration vis-à-vis du Maroc estiment que la générosité militaire des U.S.A. enfreint leur neutralité prônée face à la guerre au Sahara Occidental et n'encourage par le roi Hassan à négocier avec le Front Polisario une solution de compromis à la guerre du désert qui dure depuis sept ans. Malgré le sommet Hassan-Chadli, aucun signe n'atteste de l'atténuation de l'intransigeance marocaine. Le soutien unilatéral de l'Administration à Hassan et l'importance qu'elle accorde au volet militaire plutôt qu'à l'aide économique sont des éléments inattendus apparus récemment.

Le 25 janvier, le général Dlimi, commandant des forces armées et chef des services secrets du roi, a été tué dans un prétendu accident de voiture près de Marrakech. Mais la réalité de ce qui s'est passé a été déguisée. Trois témoins de taille ont été écartés et un journaliste français ayant apporté des informations sur le mystère a été expulsé après plusieurs jours d'interrogatoire par la police marocaine. La confirmation de la mort de Ahmed

Maurice Barbier, professeur de sciences politiques et spécialiste des questions de décolonisation — sa thèse porte sur le *Comité de décolonisation des Nations-Unies* —, a su exploiter au mieux l'ensemble des archives actuellement accessibles. Sa démonstration rejoint les conclusions de l'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice de La Haye, dont on oublie trop souvent qu'il nie l'existence de liens de souveraineté entre le Sahara occidental et le Maroc et affirme la nécessité d'appliquer le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Bien menée et solidement argumentée l'analyse permet au lecteur tout à la fois d'appréhender les points repères historiques fondamentaux et de se faire une opinion sur la question, qu'il abonde ou non dans le sens de l'auteur qui, par ailleurs, ne cache pas sa sympathie pour les Sahraouis.

La deuxième difficulté à surmonter était celle de l'histoire du Front Polisario. Il est toujours malaisé d'aborder l'histoire d'un mouvement de libération, en particulier quand ce dernier est en pleine activité pour la libération de son pays. Les sources écrites ne suffisent pas, il faut également avoir accès aux sources orales. Là encore Maurice Barbier a le mérite d'avoir réussi

(suite page 13)

Doukali, assistant du roi, seulement quelques jours après la mort de Dlimi, a réduit la crédibilité des allégations marocaines prétendant qu'il s'agissait d'un accident. Des confirmations de Washington et de Rabat indiquent que Hassan avait commencé une purge dans le commandement de ses services secrets peu avant la mort de Dlimi. Le destin du Général aurait été lié aux estimations personnelles du roi, exprimant sa peur face à un coup d'État qu'il pressentait comme pouvant être fomenté à tout moment par ses officiers.

Selon des sources marocaines, Dlimi était proche des services de contre-espionnage français et hostile à l'influence grandissante de la C.I.A. auprès du roi. Qu'il ait été en train de préparer un coup d'État ou non, le contentieux entre les services américains et français à Rabat a conduit à la mort de Dlimi. Les officiers de l'Ambassade américaine à Rabat sont restés ouvertement hostiles aux Français pendant plusieurs mois.

...  
L'Administration Reagan semble ne pas être consciente que l'accolade offerte au roi pourrait provoquer la crise interne de la Monarchie marocaine.

Claudia Wright  
traduit et extrait du  
« Christian Sciences Monitor »  
31 mars 1983

# FRONT

# POLISARIO



10 mai 1973

10 mai 1983

A l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Khanga (20 mai 1973) marquant le déclenchement de la lutte armée par le Front Polisario, il convient de se pencher sur l'histoire contemporaine du peuple sahraoui, celle de sa lutte et de sa prise de conscience de son identité.

Pour cela, il faut évoquer l'insurrection de 1957 et son écrasement dans le sang par les armées française et espagnole, ainsi que l'incroyable révolution qui a permis aux Sahraouis de passer du stade de tribus aux intérêts divers voire antagonistes à celui de peuple en lutte pour son indépendance. Dans cette évolution nous retiendrons les deux « catalyseurs » principaux : Bassiri et El Ouali (tous deux martyrs de la liberté).

Jusqu'en 1955, le Sahara était isolé culturellement, et, surtout, idéologiquement ; les Espagnols avaient réussi à maintenir « leur » morceau de désert quasiment sur une autre planète. Mais, en 1955, le Maghreb était en ébullition : début de l'insurrection algérienne, pseudo-libération marocaine... et à partir de ce moment, les voyageurs revenant du Sud-marocain commencèrent à parler d'une armée de libération qui refusait de déposer les armes pour empêcher que Mohammed V ne fasse rentrer les anciens colons « par la fenêtre », et pour soutenir la lutte des peuples frères d'Algérie et du Sahara. Ces nouvelles enthousiasmèrent les Sahraouis qui n'attendaient qu'un signal pour reprendre les armes qu'ils n'avaient jamais rendues.

Mais, l'Armée de Libération Nationale Marocaine proposant une libération commune lourde de sous-entendus pour la suite, les Sahraouis décidèrent eux-mêmes l'insurrection générale. Celle-ci prit les Espagnols de court malgré leur armement supérieur. Aussi acceptèrent-ils de coordonner leur contre-attaque avec les Français. Ce fut l'opération « Écouvillon » qui prenant en tenaille les Sahraouis armés de seuls mousquets, noya dans le sang cette rébellion. Les dix années qui suivirent, apparemment calmes, furent dix années d'attente, mais aussi d'ouverture sur le monde extérieur. Ce lent désenclavement se fit par l'intermédiaire des ondes entreautes. D'autre part, vers la fin des années soixante l'Espagne s'intéressa de nouveau à son Sahara et ses richesses. Dans une volonté d'assimilation, elle créa des emplois et, ce fut le début de la sédentarisation, fait révolutionnaire pour ce peuple nomade.

A partir de cette période, les Sahraouis commencèrent vraiment à se rendre compte de leur situation de colonisés en même temps qu'ils entendaient parler des luttes des peuples du Vietnam et de la Palestine...

C'est à cette époque que se manifeste la première grande figure contemporaine du peuple sahraoui : Bassiri.

Il venait de terminer ses études en Égypte et en Syrie quand il voulut lancer la lutte sahraouie. Il décida d'aller au Maroc où il espérait pouvoir jouer sur le « flou artistique » entretenu par le palais sur la question du Sahara pour s'exprimer relativement plus librement que dans son pays où les autorités franquistes interdisaient toute velléité d'action politique. Mais, son expérience chérifienne fut de courte durée, il dut s'enfuir clandestinement vers le Sahara pour échapper à la prison. Il se cacha quelques temps à Smara jusqu'à ce que des oncles influents lui obtiennent un permis de séjour provisoire à condition qu'il s'abstienne de toute action politique. Puis, étant Marabout, il enseigna à la mosquée de Smara, (et obtint un permis de séjour définitif).

Dès 1968, Bassiri entreprit d'entamer la lutte depuis la Mosquée où il était confiné ; il fonda « l'organisation d'avant-garde pour la libération du Sahara » que les Espagnols appelleront avec mépris « Parti Musulman ».

Le besoin d'entreprendre une action était tel dans la population que le mouvement prit une ampleur que son fondateur n'avait pas prévue si rapide.

Or, en 1970, l'Espagne proposa un nouveau statut pour le Sahara : une charte hispano-sahraouie qui n'était ni plus ni moins qu'une sorte de statut indigène à peine remis au goût du jour, proposant l'intégration des Sahraouis en tant que citoyens de 2<sup>e</sup> zone. Les Sahraouis ne pouvant l'accepter, le principe d'une action importante mais pacifique — la situation n'étant pas mûre pour la lutte armée — fut retenu.

Il ne restait plus qu'à décider de la date et du lieu. L'initiative en reviendra paradoxalement aux Espagnols : en effet, ceux-ci provoquèrent des « États Généraux » sahraouis, pour faire plébisciter leur projet par les Notables, fonctionnaires, chefs, commerçants, tout ce qui comptait au Sahara, pour le 17 juin à El Aïoun, la capitale.

Une manifestation fut décidée pour le 17 juin. Ce jour-là, de toutes les régions du pays, les patriotes sahraouis affluèrent vers Zemla, quartier périphérique de la capitale.

Les manifestants pour qui cette forme d'action était totalement nouvelle n'imaginaient pas que l'on puisse employer la force contre une foule désarmée, aussi, le rassemblement ressemblait-il plus à une fête qu'à une action politique.

Les Espagnols dépassés bouclèrent le quartier, ce qui n'empêcha pas les



### MANIFESTE POLITIQUE DU 10 MAI 1973

Après qu'il s'est avéré que le colonialisme espagnol veut maintenir sa domination sur notre peuple arabe, en essayant de l'anéantir par l'ignorance, la misère, ainsi que sa séparation du Maghreb arabe et la nation arabe.

Après l'échec de tous les moyens pacifiques utilisés tant par les mouvements spontanés, que par les organisations imposées, et par certains milieux.

Le Front Polisario est né comme expression unique de masse, optant pour la violence révolutionnaire, et la lutte armée comme moyen pour que le peuple arabe sahraoui, africain puisse recouvrer sa liberté totale, et déjouer les manœuvres du colonialisme espagnol.

— Partie intégrante de la Révolution arabe.

— Soutient la lutte des peuples contre le colonialisme, le racisme et l'impérialisme. Pour cela les condamne pour leurs positions visant à placer les peuples arabes sous domination soit, par le colonialisme direct, ou par le bloc économique.

— Considère que la coopération avec la Révolution populaire algérienne dans une étape transitoire constitue un élément essentiel pour déjouer les manœuvres ourdies contre le Tiers-Monde.

— Nous invitons tous les peuples révolutionnaires à serrer leurs rangs pour affronter l'ennemi commun.

— La liberté est au bout du fusil.

participants de continuer à affluer. Aussi, après plusieurs tentatives infructueuses de négociations indirectes, le gouverneur général du Sahara Espagnol s'adressa à la foule. Il employa un ton paternaliste et pseudo-conciliant. Mais les participants n'étaient pas prêts à se laisser bernier. Il leur lança un ultimatum : « S'ils n'étaient pas partis à 16 heures, l'armée les ferait déguerpir. » A 16 heures, la manifestation n'était pas dispersée, un officier tenta de parlementer et fut giflé, ce qui donna le signal de la fusillade.

Personne ne connut jamais le nombre de morts ramassés dans la nuit, mais le bilan fut terrible.

Bassiri fut arrêté et déporté en Espagne, on ne devait plus jamais le revoir.

Les survivants de l'épisode de Zemla cherchèrent refuge vers le Sud : à Zouerate, en Mauritanie, où existait un noyau Sahraoui important et conscient politiquement, car ayant eux-mêmes souffert de la répression mauritanienne, lors des grèves de la Miferma en 1968.

Parallèlement, à Tan-Tan, dans la province sahraouie de Tarfaya cédée aux Marocains par les Espagnols en



Mohamed Sid Brahim Bassiri dit Bassiri

1958, un mouvement diffus naissait, sans véritable instigateur autre que la génération montante prenant conscience de la nécessité d'une action organisée.

Parmi ces jeunes de Tarfaya, certains étaient arrivés jusqu'à l'université et, tout en militant dans les structures estudiantines marocaines, commençaient à former un petit groupe de militants, autour de El Ouali Mustapha Sayed (affectueusement Luleï).

Ce petit groupe tentait de gagner à sa cause les partis politiques ; ceux-ci les soutenaient du bout des lèvres,

sans s'impliquer sur le sort devant être réservé au territoire une fois libéré. Comprenant que l'action politique à Rabat n'apporterait aucun véritable changement, El Ouali et ses amis décidèrent de centrer leur mouvement sur le territoire à libérer. Ils décidèrent de sillonner le pays tentant de rallier le maximum de gens à la lutte, en une sorte de congrès itinérant pour se retrouver à Zouerate pour l'étape ultime : la création du mouvement.

Par ailleurs en 1972 et 1973, El Ouali avait effectué plusieurs voyages à l'étranger, notamment dans les pays frères : Algérie, Lybie, Mauritanie, pour s'assurer de leurs bonnes dispositions à l'égard du peuple sahraoui. La Lybie, en particulier, avait annoncé son soutien.

Des contacts avaient été pris également avec les communautés sahraouies de France et Hollande où El Ouali avait séjourné parmi les travailleurs.

Parallèlement, les chancelleries s'agitaient. L'Espagne accélérât sa course à l'intégration en s'implantant réellement pour la 1<sup>re</sup> fois depuis le début de la colonisation.

D'autre part, les « Parties concernées » : Maroc, Algérie, Mauritanie faisaient apparemment preuve d'une réelle unité maghrébine pour réclamer la décolonisation du territoire. En fait, sur le fond, leurs intérêts étaient profondément divergents.

Après son périple à travers le Sahara, le « Groupe de Rabat » animé par El Ouali avait rejoint celui de Zouerate au début 1973. Dès cette date commencèrent les préparatifs un peu partout de Tindouf à Zouerate ainsi qu'au Maroc où les temps devenaient de plus en plus durs.

Le Front populaire pour la Libération de la Saguia El Hamra et du Rio de Oro fut créé. Le Congrès constitutif eut lieu le 10 mai, cependant la date que l'histoire retiendra sera celle du 20 mai 1973 : déclenchement de la lutte armée par le Front Polisario. La première action menée fut l'attaque de Khanga.

Khanga était un petit poste espagnol tenu par un détachement bien armé retranché derrière un blockhaus. Le « détachement » du Front était composé d'une dizaine de militants ne s'étant jamais battus, ils étaient armés de quelques fusils, un mousqueton et une petite mitrailleuse avec pour toutes munitions, une poignée de balles. Le début de l'opération fut quelque peu catastrophique. En effet, s'acquittant de la corvée d'eau avec un camarade, El Ouali tomba sur une patrouille de routine qui les arrêta. Les camarades d'El Ouali furent avertis par un guetteur ; catastrophés par la perte de leur chef, ils décidèrent de passer à l'action, aussi se présentèrent-ils au





Mustapha El Ouali

poste à l'heure du dîner. L'effet de surprise fit son effet et la mitrailleuse se révélant être un argument de poids, la sentinelle se laissa désarmer. Le poste fut rapidement investi. El Ouali reprenant la direction des opérations, le groupe repartit sans perdre de temps emmenant ses prisonniers et premières prises de guerre : armes, munitions, chameaux de selle. Puis, après une conférence improvisée pour les soldats de la garnison — tous Sahraouis — sur le bien fondé de la lutte, ceux-ci furent libérés avec un chameau, un fusil et des provisions de bouche, selon les traditions sahraouies. La guerre du Sahara avait commencé. Si, depuis, le Front Polisario a eu à se mesurer à ses adversaires, autrement mieux armé depuis, il ne faut pas oublier que sans cette première opération héroïque, rien n'eût été possible.

Karim Miske

10 mai 1973  
Création du Front Polisario

20 mai 1973  
Premier combat

27 février 1976  
Création de la R.A.S.D.

26 février 1982  
R.A.S.D. 51<sup>e</sup> État de l'O.U.A.

mai 83  
10<sup>e</sup> anniversaire fêté sur un territoire libéré à 90 %

# MESSAGES DES AMBASSADEURS EN FRANCE reçus par Sahara Info à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire

L'AMBASSADEUR DU MEXIQUE

Paris, le 26 Avril 1983.

A l'attention de M. Thomas JALLAUD  
Secrétaire Général de l'Association  
des Amis de la République Arabe  
Sahraouie Démocratique  
B.P. 244  
10227 PARIS CEDEX 05

Monsieur le Secrétaire Général,

A l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Fondation du Front Polisario, l'Ambassade du Mexique en France a l'honneur d'adresser ses félicitations aux représentants de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats Unis Mexicains, a toujours accordé son appui pour la reconnaissance de votre pays, en vertu des principes de la Résolution 1514 (XV) relative au droit des peuples à la libre détermination. Ainsi, le 8 septembre 1975, au cours de la réunion des Etats Non Alignés à Algères, le Mexique a déclaré son plein appui à la R.A.S.D. et son soutien à l'Etat de la Communauté Internationale, ainsi qu'à l'indépendance du territoire de l'ancien Sahara espagnol. Conformément à cette déclaration, les gouvernements mexicain et sahraoui ont établi des relations diplomatiques au niveau d'Ambassadeurs, le 24 octobre 1979.

Une autre preuve d'amitié entre les deux gouvernements est la visite à Mexico, du 12 au 14 janvier 1982, du Ministre des Relations Extérieures de la R.A.S.D. qui avec son homologue mexicain a convenu d'un renforcement de ses relations dans le domaine économique, culturel et diplomatique.



AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

25A

25A

Monsieur Thomas JALLAUD  
Secrétaire Général de l'Association  
des Amis de la République Arabe  
Sahraouie Démocratique  
PARIS - FRANCE

Monsieur le Secrétaire Général,

A l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Fondation du Front Polisario et du 20<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte armée, il est l'honneur de vous adresser, à vos collaborateurs et à votre peuple sahraoui mes très vives félicitations pour toutes vos actions militantes en faveur de la consolidation des importantes victoires reportées dans la voie de l'acquisition d'une nation libre, souveraine et politique.

La confiance que nous avons eue de la part du peuple sahraoui et de son parti, nous a soutenus de toute la communauté internationale reconnaissant un "victoire" en vue de mettre un terme à l'occupation illégitime dont est victime ce pays libre et uni.

Vive le Front Polisario.  
La lutte continue.

MARIO CABRAL

L'AMBASSADEUR DU VIETNAM

Paris, le 26 Avril 1983.

En ce moment où se déroulent des préparatifs pour une réunion politique du conflit du Sahara, l'Ambassade du Mexique en France tient à vous dire que le peuple sahraoui puisse accéder à l'exercice de son droit inaliénable à l'indépendance, qui constitue la condition indispensable pour l'établissement de la paix dans cette région du nord-ouest africain.

L'Ambassade du Mexique saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le Secrétaire Général, ses assurances, de sa parfaite considération.



EMBASSADE DU MEXIQUE  
Paris, France

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

26A

26A

AMBASSADE DU VIETNAM

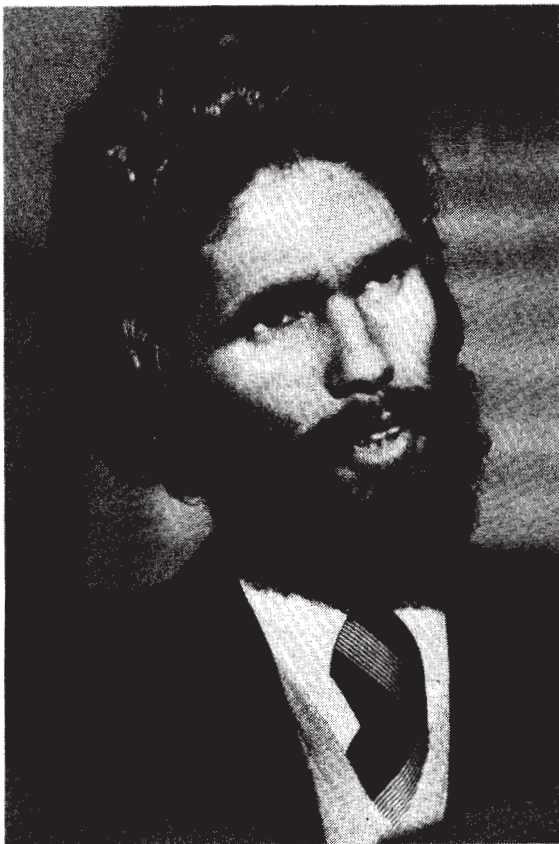
1 - Le Viet Nam soutient la lutte légitime menée par le peuple sahraoui, sous la direction du Front Polisario et du Gouvernement de la République Arabe Sahraouie Démocratique pour son droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale, contre l'impérialisme et le colonialisme.

Le Viet Nam appuie également son soutien à une solution du problème du Sahara occidental basée sur le respect des droits nationaux fondamentaux du peuple sahraoui.

2 - La République Socialiste du Viet Nam a reconnu le 12 mars 1979 la République Arabe Sahraouie Démocratique, considérant le Front Polisario et la R.A.S.D. comme les représentants du peuple sahraoui qui sont en train de diriger la lutte du peuple sahraoui pour ses droits d'autodétermination et d'indépendance nationale. Cette reconnaissance et ce soutien susmentionnés sont également l'expression de la solidarité et du droit internationaliste du peuple vietnamien à l'égard du mouvement de libération nationale dans le monde.

Paris le 26 avril 1983





# ENTRETIEN AVEC Mohamed Salem Ould Salek

responsable des  
relations extérieures  
du Front Polisario

« Les Marocains après ces 8 années de guerre sont convaincus de l'impossibilité de la gagner et convaincus qu'ils doivent accepter une solution pacifique liée au respect de l'intégrité territoriale de la R.A.S.D.

La rencontre entre Hassan et Chadli est liée à la tentative de coup d'état qui vient de menacer le trône. La motivation principale de la rencontre n'est pas l'existence d'une volonté politique chez Hassan de s'engager dans un processus pacifique mais l'aggravation de la situation après cette tentative de coup d'état.

**Pourquoi un coup d'État ? En faveur de qui et sur quel programme politique ?**

— Je dois vous donner un certain nombre d'informations que nous tenons de source sûre qui permettent de saisir l'importance de cette affaire.

La thèse de l'accident a été démentie 24 h après la mort de Dlimi. Doukali, colonel, a été éliminé dans des conditions obscures. Il sortait de Meknès et se dirigeait vers Rabat, sa voiture a été balancée d'un pont. Cet homme était pourtant très proche du roi, sa famille par exemple habite au Palais Royal.

Les colonels Harchi, Hosniben Slimane (chef de la gendarmerie), Lamarti (chef de la place militaire de Tétouan et de 76 à 79 chef de service dans le Sud), le commandant Tobji aide de camp de Dlimi, tous ces hommes ont été mis sous le verrou.

D'autres comme le colonel Kajdami, chef de la 6<sup>e</sup> Rim (infanterie motorisée) qui a participé à de nombreuses batailles ont été interpellés ainsi que le commandant de la zone de Zag chez qui Dlimi avait passé 3 jours avant sa mort.

D'autres officiers ont été relevés de leur poste et mutés.

Après la mort de Dlimi il y a donc eu un mouvement considérable dans le corps des officiers supérieurs, tous ces gens symbolisant l'armée et qui font la guerre depuis 1975.

La fonction de Dlimi a été partagée et est désormais assurée par 3 officiers. Cet aspect est aussi très important.

Depuis 1975 et après les deux tentatives de coup d'état (71 et 72) l'armée est éloignée du Palais. Le Roi a une stratégie permanente de décapiter l'armée et de l'occuper à autre chose qu'aux affaires du palais. Il faut noter par exemple que les soldats marocains ne peuvent avoir de munitions au Nord d'Agadir. C'est la gendarmerie et l'unité d'élite autour du Roi qui ont les munitions.

L'armée, mais aussi le peuple, refusent désormais de faire les frais d'une politique antinationale et la vente de leur territoire aux bases américaines. En résumé, c'est sur la demande insistante du roi du Maroc, que la rencontre avec Chadli a eu lieu. C'est bien en effet le Maroc qui a rompu ses relations avec l'Algérie quand celle-ci a reconnu la R.A.S.D. C'est donc bien le Maroc qui est revenu à la raison, qui a changé ses

positions pour rencontrer l'Algérie, et non pas l'inverse comme peuvent le laisser croire certaines présentations de la rencontre. Mais Hassan, habilement, s'est servi de cette rencontre pour intoxiquer l'opinion internationale et sa propre opinion publique.

*La guerre au Maroc s'identifie au palais. Peuple et armée sont contre la guerre. Le coup d'état manqué est la manifestation éloquent de l'armée d'en finir avec la guerre pour sauver le pays.*

Les Algériens ont rencontré Hassan sur sa demande, et de suite ils ont précisé qu'ils ne voulaient ni ne pouvaient se substituer à la R.A.S.D. Le dernier communiqué commun Algérie-Zambie énonce clairement la position de l'Algérie qui entend faire tout ce qui est en son pouvoir pour amener les deux parties en conflit : Maroc et R.A.S.D., à trouver une solution pacifique.

Actuellement la guerre déclenchée par le Maroc est le seul obstacle à une coopération du Maghreb. La construction du Maghreb ne peut se faire que dans la paix et le respect mutuel de tous les peuples de la région, ce qui veut dire le respect des frontières de la R.A.S.D. indépendante.

Par ailleurs l'intervention d'une grande puissance dans ce conflit ne peut qu'inquiéter tous les peuples de la région.

Je veux redire que le soutien de l'Algérie est croissant tant sur les plans militaire, financier et diplomatique. L'Algérie ne peut trahir son passé, son présent et son avenir, et sait évaluer le prix et l'importance de la liberté.

**Que doit-on attendre de la prochaine réunion de l'O.U.A. ?**

La R.A.S.D. est membre de l'O.U.A. C'est son droit le plus absolu d'assister à toutes les réunions de l'O.U.A. Les États-Unis ont une politique extérieure qui vise l'affaiblissement des organisations régionales ; l'an dernier c'est l'O.U.A. qui en a fait les frais. On se souvient des pressions exercées sur de nombreux pays africains qui sont allées jusqu'à des menaces publiques. Reagan a menacé de sanctions économiques les pays qui participeraient à cette réunion de Tripoli.

La dernière réunion du comité des 12 qui s'est tenue en février était une réunion de synthèse. Les chefs d'état réunis à Nairobi après une analyse de la situation en Afrique ont décidé la convocation du 10<sup>e</sup> sommet à Addis Abeba « avec la participation de tous les pays membres sans condition préalable ».

En fait, cette décision est un appel qui va permettre de mesurer l'engage-

ment de chacun envers l'Afrique et l'intérêt que porte chaque pays membre quant à la survie de l'O.U.A. qui est celle aussi du continent africain.

Selon nous, une organisation internationale ne peut pas céder au chantage. Une organisation comme l'O.U.A. pour sa crédibilité et pour son existence doit faire respecter sa charte et son règlement, la minorité doit obéir aux règles démocratiques, si la R.A.S.D. a été admise, c'est parce que les dispositions de la Charte ont été mises en application et que cela correspondait à la volonté de la majorité des états africains.

La décision prise par le comité des 12, met chaque état d'Afrique devant ses responsabilités. Ce sera un test.

#### La situation militaire a-t-elle évolué ?

L'A.P.L.S. contrôle 90 % du territoire. Les forces marocaines sont enterrees dans une petite portion de notre pays et, avec elles, les conseillers américains. Le mur est une idée des Américains. Les experts militaires américains ont pris en charge l'encadrement de l'armée, ils sont devenus le véritable état-major.

Le mur n'est ni une solution politique ni une solution militaire.

Sur le plan militaire, il est appelé à disparaître.

L'A.P.L.S. a toujours su détruire toutes les armes possibles de l'agresseur. Ce mur peut retarder le jour de l'indépendance et provoquer davantage de deuils. C'est regrettable ; mais le peuple sahraoui entend recouvrer sa patrie. Nous ne sommes pas pressés comme le roi du Maroc, nous n'avons pas de palais à défendre. Nous sommes un peuple qui veut sa patrie et qui l'aura.

En construisant le mur, les Marocains nous font payer plus cher le prix de l'indépendance.

C'est le prix que le peuple sahraoui accepte de payer. Toute la patrie ou le martyr, c'est le mot d'ordre du 5<sup>e</sup> Congrès.

La situation économique et sociale au Maroc est très difficile. Tous les versements de l'Arabie Saoudite et des banques internationales sont destinés à la guerre. L'état se ruine, le pays perd sa souveraineté. Ainsi l'ouverture des bases américaines déjà évoquée mais aussi la dépendance à l'égard de l'étranger au niveau économique. Le Maroc est revenu sur le code des inves-

tissements de 1973, qui visait à freiner les effets d'une pénétration capitaliste brutale. Ce code a été aboli et remplacé par un nouveau en 1982. Les investisseurs étrangers sont désormais dispensés de tout contrôle et de tout impôt. Actuellement certains milieux européens et américains font pression sur la presse pour qu'elle n'insiste pas sur la gravité de la situation intérieure marocaine.

#### La position de la France vous satisfait-elle ?

La France doit cesser ses livraisons d'armes au Maroc et doit cesser tout soutien à l'agresseur marocain et c'est dans ces conditions qu'elle pourra jouer un rôle heureux dans la région.

La France socialiste a de grandes responsabilités :

— envers le peuple sahraoui que la France doit soutenir ;

— dans la région, pour la paix et par rapport à l'intervention américaine menaçante pour l'ensemble du nord-ouest africain.

9 avril 1983

#### Le PARTI SOCIALISTE reçoit le Front Polisario

A l'invitation du Secrétariat national du Parti socialiste, une délégation du Front Polisario, conduite par M. Ould Salek Mohamed Salem, accompagné de M. Boukhari Ahmed, responsable du Département Europe et de M. Fadel Ismael, représentant en France, a été reçue au siège du Parti socialiste, annonce un communiqué du ministère Sahraoui de l'Information.

La délégation française dirigée par M. Jacques Huntzinger, secrétaire national, chargé des relations internationales, était composée de M. Michel de La Fourrière, secrétaire national aux Droits de l'Homme, M. Raoul Weex-ten, responsable des relations avec les pays du Maghreb et M. Alain Parmentier, rapporteur spécial pour les questions de l'immigration.

Un communiqué commun publié à l'issue de ces entretiens, précise que « les deux délégations ont procédé à un large échange de vues, dans un climat de confiance sur la situation militaire, politique et diplomatique existant dans la région », et que le Parti socialiste a réaffirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux résolutions de l'O.U.A. et de l'O.N.U.

« Le Parti socialiste et le Front Polisario considèrent que les négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc, sont nécessaires à l'aboutissement d'une solution juste et durable du conflit du Sahara occidental et au rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région », indique encore le communiqué qui ajoute que « les deux

parties ont convenu, à cette occasion, de renforcer les relations bilatérales et de maintenir des rencontres périodiques entre le Parti socialiste et le Front Polisario ».

#### LISBONNE : l'Internationale Socialiste appelle aux négociations directes

L'Internationale Socialiste qui tenait son congrès à Lisbonne a insisté sur l'ouverture impérieuse « de négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc » pour résoudre pacifiquement le conflit qui les oppose.

A cet effet, le congrès de l'Internationale Socialiste auquel ont assisté des chefs de gouvernements d'Europe et plusieurs personnalités politiques, a adopté une résolution dans laquelle le congrès réaffirme aussi son appui au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

« Nous réitérons — indique la résolution — notre appui pour l'ouverture de négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc pour aboutir à une solution juste et définitive du conflit. »

Cet appel de l'Internationale Socialiste recoupe les vœux sans cesse exprimés par la communauté mondiale de voir le conflit du Sahara Occidental se résoudre pacifiquement par la voie des négociations directes entre les deux belligérants, en l'occurrence la République Arabe Sahraouie Démocratique et le Maroc.

A noter qu'une délégation sahraouie conduite par le frère Boukhari Ahmed, membre du bureau politique du Front Polisario et responsable du département-Europe, a participé au congrès de l'Internationale socialiste.

L'association accueille du 31 mai au 16 juin l'ensemble national folklorique « Chahid-el-Ouali ». Le groupe « el Ouali » est formé de six jeunes femmes, et quatre jeunes hommes issus de plusieurs « daïras » (villes ou communes) différentes.

Le groupe nous propose un spectacle d'un type nouveau, où alternent le chant et la danse mais aussi la musique et la poésie.

« El Ouali » ressuscite les anciennes traditions artistiques tout en se faisant l'écho des luttes de libération d'un peuple. Il a su devenir au fil des ans le refuge d'une identité sans cesse harcelée et l'instrument au service de la Résistance du peuple sahraoui pour que vive sa culture. La qualité de ce spectacle est à la dimension de leur combat.



### Date et lieux de passage de la troupe El Ouali

- 27 mai : Réception 10<sup>e</sup> anniversaire à Paris.
- 28-29 mai : Gennevilliers — festival de la jeunesse.
- 31 mai : Paris.
- 1-2 juin : Région parisienne.
- 3-4 juin : Lille avec les travailleurs sahraouis immigrés.
- 5 juin : Vitry — Orly.
- 7 juin : Brest, ville jumelée avec Bir N'zaran.
- 8 juin : Saint-Brieuc
- 9 juin : Nantes.
- 10-11-12 juin : Le Mans — ville jumelée avec Haouza.
- 13 juin : Villejuif.
- 14 juin : Limeil-Brévannes
- 15 juin : Lyon.

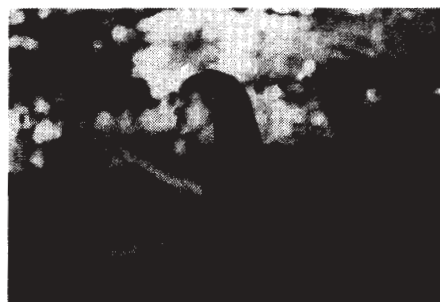
## U.G.T.S.A.R.I.O.

L'U.G.T.S.A.R.I.O. s'est constituée au début de 1974, une année après le déclenchement de la lutte armée contre la présence coloniale espagnole au Sahara occidental. Bien entendu, elle agissait à l'époque dans la clandestinité à l'instar de toutes les organisations de masses du Front Polisario (jeunesse, femmes, étudiants, etc.).

L'U.G.T.S.A.R.I.O. a d'autre part, des relations avec beaucoup d'organisations syndicales, nationales et internationales, comme par exemple la F.S.M. dont elle est membre.

En France, elle a de bons rapports avec la C.G.T. et la C.F.D.T. notamment. C'est dans le cadre de ces rapports qu'une délégation de l'U.G.T.S.A.R.I.O., conduite par son secrétaire général, M. Fadili Salek, a eu l'année dernière des entretiens fructueux avec ces deux syndicats, sanctionnés par des communiqués communs (C.G.T./U.G.T.S.A.R.I.O., C.F.D.T., U.G.T.S.A.R.I.O.).

Que l'U.G.T.S.A.R.I.O. participe à Paris à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, à travers sa section en France, cela est une bonne chose, dans la mesure où cela contribue à la solidarité internationale qui unit tous les travailleurs du monde. Cette contribution est d'autant plus significative que la plupart des travailleurs sahraouis combattent aujourd'hui pour la liberté, et la dignité de leur peuple, l'expansionnisme marocain. C'est aussi la preuve que la cause qu'ils défendent rejoint en définitive celle que défendent leurs frères à travers le monde. Il n'est donc pas besoin de souligner à cette occasion, l'importance de la solidarité des travailleurs du monde entier avec les travailleurs sahraouis et leur peuple qui affrontent un agresseur marocain soutenu par la première puissance mondiale, les U.S.A.



Je suis actuellement étudiant en journalisme et très intéressé par la politique internationale. Comme je prépare un dossier sur les principaux mouvements révolutionnaires et nationalistes, tels que le Front Polisario, je m'adresse à votre Association pour que vous me fournissiez une documentation aussi complète que possible.

J.-F. A.  
Madrid

*Réponse : Nous allons essayer de satisfaire votre demande ; toutefois nous vous signalons qu'il existe une Association espagnole des amis de Sahara Occidental dont voici les coordonnées : Asociación de Amigos del Sahara, C. Hortaleza, 70, MADRID.*

Suite à ma fuite du territoire marocain dans lequel j'ai été persécuté deux années durant et à mon arrivée en France l'été dernier j'ai obtenu le statut de réfugié politique. Je m'adresse à vous afin d'obtenir l'adresse de la représentation du Front Polisario en France ainsi que celle du camp des réfugiés de Tindouf.

M. E.  
Grenoble

*Réponse : Notre association travaille en étroite collaboration avec la représentation du Front Polisario en France ; en ce qui concerne les camps auxquels vous faites allusion, nos amis sahraouis à Paris pourront peut-être vous aider. Pour tout renseignement complémentaire vous pouvez nous écrire à BP 244, 75227 Paris Cedex 05.*

Je vous annonce qu'une association des amis du Sahara Occidental vient de voir le jour au Danemark. J'en suis l'un des fondateurs. Jusqu'ici notre association est beaucoup plus petite que la vôtre qui travaille depuis déjà plusieurs années, cependant nous espérons être capables de sensibiliser l'opinion publique danoise. Comme je prépare un livre sur le Sahara Occidental j'aimerais que vous m'adressiez la collection complète des Sahara Info déjà parus ainsi que les coordonnées du Comité Américain.

T.R.  
Danemark

## « La R.A.S.D. participera au prochain sommet de l'O.U.A. :

déclare  
M. Mohamed  
Abdelaziz

M. Mohamed Abdelaziz, président de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.) et secrétaire général du Front Polisario, a affirmé hier à Bujumbura que la R.A.S.D. participera au prochain sommet de l'O.U.A., qui se tiendra à Addis-Abeba le 6 juin prochain.

Au cours d'une conférence de presse donnée à l'issue d'une visite de deux jours au Burundi, M. Abdelaziz a rejeté « la responsabilité des divisions au sein de l'O.U.A. sur le Maroc et ceux qui le soutiennent et rappelé que la R.A.S.D. est favorable à un référendum réel pour l'autodétermination du peuple sahraoui qui, a-t-il dit, exige un retrait préalable du Maroc ».

Il a souligné que le Burundi est le deuxième pays africain à avoir reconnu la R.A.S.D. et a indiqué que les relations entre les deux pays sont excellentes et se renforcent davantage.

M. Abdelaziz a quitté Bujumbura à destination de Brazzaville, où il a été accueilli hier en début d'après-midi par le président Sassou Nguesso du Congo.

Le président Abdelaziz effectue actuellement un périple à travers le continent africain.

De son côté, le ministère de l'Information de la République Arabe Sahraouie Démocratique a fait état d'une résolution adoptée à l'issue de la session du printemps de l'Union interparlementaire à Helsinki, tenue du 25 au 29 avril 1983.

« Avec une écrasante majorité, malgré les manœuvres de la délégation marocaine », l'Union interparlementaire considère que la question du Sahara occidental demeure comme la question centrale pour la consolidation du Maghreb arabe, pour le renforcement de l'unité africaine et pour une contribution à la sécurité en Méditerranée », souligne la résolution, qui « réaffirme le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance ».

La résolution « appelle le Maroc et le Front Polisario à engager des négociations directes pour établir un cessez-le-feu et conclure un accord de paix ».

« La résolution de l'Union interparlementaire demande instamment au Maroc de reconnaître inconditionnellement le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination », conclut le ministre de l'Information de la R.A.S.D.

(suite de la page 6)

une histoire du F.P., en l'état des matériaux pour le moment disponibles. Espérons tout simplement qu'il sera plus tard — à l'occasion d'une autre parution peut-être — possible de saisir pleinement la dimension sociologique et idéologique du Polisario.

Enfin, la troisième difficulté à affronter était celle de l'analyse des enjeux de ce conflit pour les pays limitrophes et les grandes puissances. Si l'auteur dit l'essentiel — les secrets diplomatiques ne pourront être dévoilés que plus tard —, on regrettera néanmoins que le chapitre consacré à la Mauritanie ne permette pas une meilleure compréhension quant à la manière dont s'opèrent les rapports de force dans ce pays, au fonctionnement politique il est vrai très complexe.

Cet ouvrage est à l'heure actuelle le plus complet sur la question. Maurice Barbier maîtrise parfaitement son sujet et nous livre à la fin de son étude une fort intéressante interprétation du conflit, qu'il analyse à la lumière d'un affrontement entre nationalismes. Signalons enfin qu'une très bonne bibliographie de 600 titres guidera utilement le lecteur souhaitant entamer des recherches.

Quiconque veut sérieusement s'informer ne peut pas ne pas lire *Le conflit du Sahara occidental*.

T. J.

*Cet ouvrage de 420 pages, publié aux Éditions L'Harmattan, est en vente à l'Association au prix préférentiel de 100 F (port inclus).*

## Déclaration commune F.L.N. algérien et P.C. français, rendue publique lors de la délégation de Georges Marchais en Algérie début mai 83.

### Soutien aux peuples sahraoui, sud-africain et namibien

La situation au nord-ouest de l'Afrique a fait l'objet d'une large discussion entre les deux délégations qui confirment leur soutien à la lutte du peuple sahraoui, sous la conduite du Front Polisario et appuient les résolutions pertinentes de l'O.U.A. et de l'O.N.U., reconnaissant au peuple sahraoui son droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance. Elles rappellent que la mise en œuvre de ce processus nécessite l'ouverture de négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario.

Le Parti communiste français a pris connaissance avec intérêt de la volonté de l'Algérie d'assainir ses relations avec les pays voisins et de ses efforts qui tendent à l'édification d'un grand Maghreb arabe ; il souligne que cette démarche est une contribution à l'instauration de la paix en Méditerranée.

Les deux partis ont débattu de la conjoncture qui prévaut en Afrique australe. Ils expriment leur vive préoccupation devant l'agressivité croissante du régime raciste d'Afrique du Sud contre les pays indépendants de la région, notamment

l'Angola, le Mozambique, le Lesotho. Ils appuient la lutte du peuple sud-africain et de son avant-garde l'A.N.C. contre le régime de l'apartheid. De même qu'ils renouvellent leur solidarité au peuple namibien, sous la conduite de son authentique représentant, la S.W.A.P.O. qui fait face au complot de l'impérialisme international et qui lutte pour son indépendance nationale...

## Participation d'une délégation sahraouie à la réunion des partis et organisations progressistes de la Méditerranée

Une délégation du Front Polisario, conduite par M. Ould Salek, membre du Bureau politique, responsable des relations extérieures a assisté à une réunion des partis et organisations progressistes de la Méditerranée, tenue les 28 et 29 avril à Athènes à l'invitation du « Pasok » a indiqué hier un communiqué du ministère sahraoui de l'Information.

Au cours de cette réunion, ajoute le communiqué, la délégation sahraouie a notamment informé les délégations participantes de « la situation dans la région nord-ouest de l'Afrique ». Le communiqué précise, d'autre part, que « la délégation sahraouie est intervenue pour réaffirmer la volonté politique des responsables sahraouis de mettre fin au conflit pour l'établissement de la paix dans la région.

Les délégations participantes, poursuit le communiqué, ont de leur côté « réaffirmé leur solidarité à la juste cause du peuple sahraoui pour son indépendance et sa souveraineté ».

Dans son communiqué final, « la conférence a décidé à l'unanimité de concrétiser ce soutien par des actions de solidarité avec le peuple sahraoui, conformément à l'esprit de l'appel lancé après la conférence des partis et organisations progressistes de la Méditerranée tenue en mai 1982 à Alger », conclut le communiqué du ministère sahraoui de l'Information.

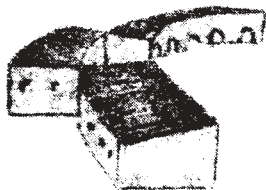
(suite de la page 2)

réalisés, que des enfants sahraouis viennent passer des vacances en France.

Certes le Gouvernement français est encore en deçà de l'espoir que nourrissait le peuple sahraoui après le changement du 10 mai 81. Le restera-t-il longtemps ?

La France, membre du conseil de Sécurité de l'O.N.U., ayant de nombreux liens avec les pays et les peuples de la région, peut contribuer au rétablissement de la paix entre le Maroc et la R.A.S.D. — mais pour jouer un tel rôle, il faut qu'elle cesse de livrer des armes au Maroc et qu'elle adopte une attitude d'équilibre entre les deux parties. Les déclarations d'intention ne suffisent pas.

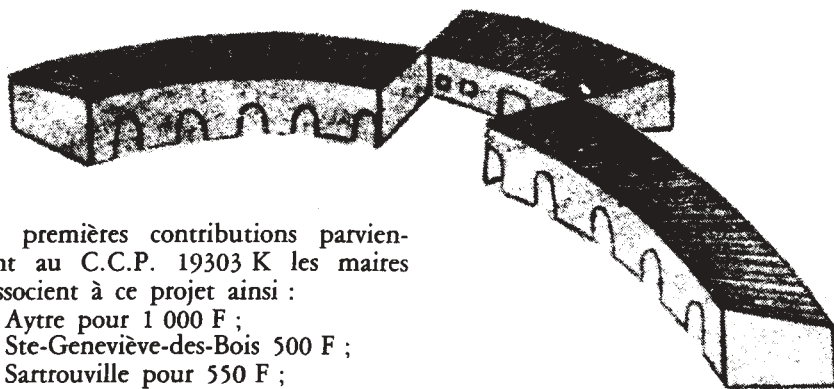
## POUR LE DÉVELOPPEMENT



Les premières études concernant le centre de formation professionnelle sont engagées. Elles portent sur les objectifs de développement de la R.A.S.D. et la formation que le Front Polisario souhaite organiser pour les futurs ouvriers professionnels du pays. Diverses organisations spécialisées participeront à ce projet en liaison avec l'Association. Afin de respecter les options de nos amis sahraouis, une mission d'étude se rendra sur place au début de l'été.

Vous pouvez vous associer à cette recherche en prenant contact au siège de l'association avec Benoît Deck.

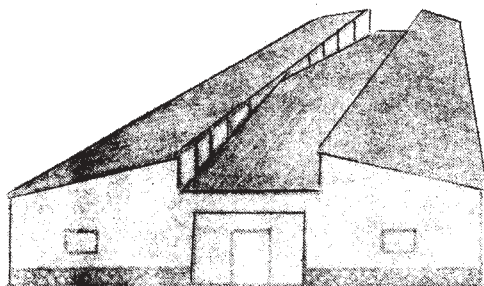
Les dessins représentent les projets de bâtiments dont certains sont déjà construits.



Les premières contributions parviennent au C.C.P. 19303 K les maires s'associent à ce projet ainsi :

- Aytre pour 1 000 F ;
- Ste-Geneviève-des-Bois 500 F ;
- Sartrouville pour 550 F ;
- Villerupt pour 1 000 F ;
- Amiens pour 5 000 F.

Le comité de Blois a recueilli lors d'une soirée 105 F et se propose de collecter des outils.



## BLOIS MAISON DES PROVINCES

Organisées par le comité de Soutien aux droits des Peuples, deux soirées auront permis aux habitants de Blois de lier connaissance avec les réalités du peuple sahraoui et de la R.A.S.D.

Assistance familiale où les tous jeunes n'étaient pas moins attentifs que les adultes. Certains rappelaient avec discrétion leur fidélité aux campagnes de soutien menées par l'association participant depuis la campagne des tissus (1978) à toutes les initiatives. D'autres évoquaient leur passé de coopération au Maroc apportant leur vivant témoignage sur les réalités de la marche verte ou l'implacable répression organisée contre les jeunes sahraouis ou leur famille.

Victime d'une odieuse agression préméditée, notre ami Didah n'avait pas pu faire le déplacement, son absence renforça néanmoins la détermination des participants puisque trois adhésions nouvelles furent recueillies.

La soirée avait été précédée de plusieurs interventions sur la radio locale à l'initiative de Madame Genet (FR 3 ou Radio 96).

## BREST

Une vingtaine d'enfants de Bir Nzaran seront reçus cet été dans le cadre du contrat d'amitié avec la ville de Brest. La nouvelle municipalité honore ainsi les engagements pris au nom des Brestoïses.

## SAINT-BRIEUC

Un comité s'est constitué à l'initiative d'élus municipaux, il se manifestera très prochainement en accueillant la troupe El Ouali.

## VITRY

A la demande du comité local, le Conseil municipal a inscrit parmi les noms de personnalités qui sont proposés pour baptiser les nouvelles rues et nouveaux équipements le nom de Mustapha Sayed El Ouali.

## LE MANS

La responsable du comité local s'est rendu au Sahara, dans les premiers jours d'avril pour une mission d'étude sur les jeunes enfants sahraouis et leur scolarité.

# PERSPECTIVES MAGHRÉBINES

Depuis quelques mois nous assistons à une série d'événements dans les relations entre pays de l'Afrique du nord-ouest. On constate que c'est en fait autour de la question du Sahara Occidental que la redistribution du rapport des forces s'organise. La nouvelle dynamique qui semble se dégager est, en même temps, la conséquence du redéploiement de la diplomatie algérienne dans la région.

Cette diplomatie s'appuie, selon tous les textes publics, sur trois principes :

- la recherche du bon voisinage et de l'intérêt mutuel ;
- le respect de l'indépendance des partenaires et la non-ingérence dans les affaires intérieures ;
- l'entier soutien à la lutte du peuple sahraoui, dont l'unique et légitime représentant est le Front Polisario, pour son indépendance et son intégrité territoriale.

La situation actuelle est caractérisée par :

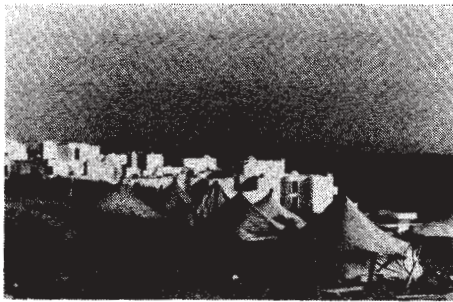
- Une situation militaire apparemment bloquée depuis un an et demi. D'une part, le « mur » maroco-américain permet à Hasan II d'affirmer qu'il « contrôle » la situation, puisqu'il conditionne actuellement toute opération d'envergure de la part de l'A.L.P.S. D'autre part, la cohésion des populations libérées, autour du Polisario, et sa capacité combative renforcée lui permettent de harceler quotidiennement les positions marocaines, au point que les troupes marocaines sont en fait encerclées par le mur.

- Les conséquences de cette situation pèsent de plus en plus lourdement sur le Maroc et obligent ses alliés principaux, les États-Unis et l'Arabie Séoudite, à reconsidérer leur soutien. Les États-Unis ont avant tout pour objectif de conserver ce qui pour eux doit être un « porte-avion » pour leur activité impérialiste en Méditerranée, et au proche-Orient principalement. En même temps, ils ne peuvent se permettre l'extension d'un conflit au nord-ouest de l'Afrique, qui déboucherait inmanquablement sur l'internationalisation, dans une région particulièrement sensible du fait de sa proximité avec l'Europe de l'ouest.

D'autre part, le premier pays qui serait impliqué dans cette internationalisation serait l'Algérie. Or l'influence de ce pays en Afrique et dans le tiers-monde ne permet pas à l'impérialisme de s'attaquer de front à lui : « l'image

de marque » de l'impérialisme en serait affaiblie de même que les moyens politiques de sa stratégie de redéploiement en Afrique et au proche-Orient.

— L'Arabie Séoudite connaît aussi des difficultés accrues qui l'amènent à faire pression sur le Maroc pour trouver une solution rapide au conflit : la guerre Irak-Iran qui se perpétue et dont les conséquences sont de plus en plus dangereuses pour les pays du Golfe, et plus récemment la baisse du prix du pétrole, obligent l'Arabie Séoudite à se dégager du conflit du Sahara Occidental pour concentrer ses moyens sur son environnement immédiat.



Carricature sociale ou réalité de la crise au Maroc

— Tout se passe comme si, aujourd'hui, la stratégie du « mur » se retourne contre le Maroc, du fait même que l'impérialisme n'a pas donné les moyens lourds de contre-offensive, ce qui est un corollaire nécessaire pour l'efficacité d'une telle stratégie (il est à remarquer que le congrès américain a diminué de moitié l'aide militaire au Maroc pour 1984 : 50 millions de dollars). L'armée marocaine est démoralisée : les récents remous autour de la mort de Dlimi en sont le signe le plus apparent, et la situation économique du pays devient catastrophique. Le coût de la guerre, qui s'ajoute aux conséquences à venir de l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, obligent Hassan II, s'il veut conserver le pouvoir, pour lui ou son successeur, de trouver une fin rapide au conflit. En outre, lorsqu'on observe les aspirations du peuple marocain dans leur expression organisée (partis progressistes et mouvement ouvrier) on constate que le Sahara, non seulement n'est pas une question essentielle, mais qu'au contraire, il commence à être perçu comme la cause, du fait de la guerre qui s'y poursuit, aussi bien de l'absence de démocratie que des difficultés économiques.

Les perspectives positives ouvertes par la diplomatie algérienne commencent à se concrétiser dans la région et permettent d'envisager une solution juste au conflit du Sahara, sans que pour autant elles soient la conséquence d'un bouleversement politique.

- Sur le plan des rapports politiques, l'Algérie a démontré sa volonté de bon voisinage : elle a pratiquement achevé le tour des traités de fixation des frontières avec ses voisins, il ne reste plus que la question de la frontière algéro-libyenne. Le traité d'amitié qu'elle vient de conclure avec la Tunisie doit, selon les deux partenaires, avoir une valeur d'exemple pour les autres pays du Maghreb. Politiquement une de ses clauses est particulièrement remarquable : les deux pays prennent l'engagement de n'entretenir aucune activité qui puisse aboutir à la déstabilisation de leurs régimes respectifs. Les objectifs économiques, la coopération, sont dans ce contexte considérés comme un moyen de consolider et développer le bon voisinage politique.

- Sur le plan économique, la conjoncture actuelle dans le Maghreb concourt au développement d'une véritable entité régionale. L'Algérie détient une puissance industrielle déjà suffisante pour lui permettre d'offrir à ses partenaires une coopération de développement. Inversement, l'Algérie connaît un déficit de produits alimentaires grave. Aussi, une complémentarité existe qui ne peut qu'être bénéfique aux pays de la région. Il est clair qu'il est préférable pour des pays comme le Maroc, la Mauritanie, la R.A.S.D., la Tunisie, de bénéficier des moyens industriels et énergétiques algériens — et aussi libyens —, pour la mise en valeur de leurs propres ressources que de s'adresser aux puissances capitalistes. Inversement, l'intérêt de l'Algérie à rechercher des ressources vivrières auprès de ses voisins, plutôt qu'auprès de puissances telles que les États-Unis et le Canada, devient essentiel pour son indépendance.

Ainsi, sans faire preuve d'illusions, on peut raisonnablement espérer que tout concourt, pour que dans la prochaine période, et à condition de l'indépendance totale et définitive de la République Sahraouie, puisse se créer un ensemble maghrébin pacifique et économiquement porteur de grands progrès. Ce serait, dans ce cas, une grande victoire pour les peuples concernés et pour la paix dans la région.

Correspondance particulière  
Louis Michel

## LE MOIS AU SAHARA

— 26 février : Rencontre Hassan II-Chadli Benjedid près de la frontière Algéro-marocaine. Il y a 7 ans que l'Algérie et le Maroc n'avaient plus aucune relation.

— 1<sup>er</sup> mars : Le Front Polisario accueille avec satisfaction la rencontre Hassan II-Chadli Benjedid, déclare qu'il est favorable à toutes initiatives qui aboutiront à des négociations entre Front Polisario et Maroc pour parvenir à une solution durable au conflit.

— 1<sup>er</sup> mars : Le secrétaire général de la présidence de la république algérienne se rend à Nouakchott.

— 2 mars : Un nouvel ambassadeur français, M. R. Vaur, est nommé au Maroc. Le secrétaire général du F.P. déclare à l'occasion du 7<sup>e</sup> anniversaire de la R.A.S.D. que la politique de M. Mitterrand vise un seul objectif : bâtir le Maghreb de Hassan-II, Bourguiba, des multinationales, des bases militaires occidentales, donc le Maghreb du néo-colonialisme. Monsieur Abdelaziz exprime la pleine confiance du peuple sahraoui à l'égard du fidèle fils du peuple algérien, le président Chadli, après la rencontre de celui-ci avec le roi Hassan-II.

3 mars : Un accord de coopération dans les domaines économique, culturel et technique est conclu entre l'Arabie saoudite et l'Algérie.

Trois ministres algériens assistent à une réception offerte par le F.P. à l'occasion du 7<sup>e</sup> anniversaire de la R.A.S.D.

4 mars : Violente attaque de l'A.L.P.S. contre les troupes marocaines à Smara, dans le sud marocain et au nord de la R.A.S.D.

9 mars : En marge du 7<sup>e</sup> sommet des non alignés à la nouvelle Delhi le prince Sidi Mohamed, héritier du trône du Maroc, s'entretient avec les présidents Keyni Kountché (Niger), Daniel Arap Moi (Kenya) ainsi qu'avec les 1<sup>er</sup> ministres du Zaïre et de Tunisie évoquant avec ce dernier la situation au Maghreb.

11 mars : Le comité de contact des douze de l'O.U.A. décide de réunir le prochain sommet de l'O.U.A. du 6 au 11 juin à Addis Abeba et de convoquer « sans exclusive » tous les pays membres.

Le prince Sidi Mohamed, fils du roi Hassan-II, s'entretient avec le président Chaddli Bengedid à la Nouvelle Delhi à l'occasion du 7<sup>e</sup> sommet des non alignés.

12 mars : Le ministre espagnol des Affaires étrangères déclare que l'Espagne soutient le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

13 mars : Le 7<sup>e</sup> sommet des non alignés réuni à la Nouvelle Delhi demande aux parties en conflit au Sahara Occidental d'engager immédiatement des négociations sous les auspices du comité d'application de l'O.U.A.

15 mars : Rencontre Chadli Benjedid-Mohamed Abdelaziz.

16 mars : Monsieur Cheysson quitte Alger à l'issue d'une visite au cours de laquelle il s'est entretenu avec le président Chadli.

18 mars : Le Front Polisario déplore l'attitude du gouvernement français qui reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui mais maintient ses experts militaires au Maroc.

22 mars : La Tunisie et l'Algérie signent un traité de fraternité et de concorde suite à la visite officielle du président Chadli en Tunisie.

22 mars : Le secrétaire général de la présidence algérienne est reçu par Hassan-II.

23 mars : Monsieur Nucci ministre français de la coopération se félicite de la rencontre Hassan II-Chadli qui offre de nouvelles perspectives de solution quant au conflit du Sahara Occidental.

23 mars : Le conseil des ministres de la R.A.S.D. considère que le premier jalon pour la construction d'un grand Maghreb est le respect par la Maroc de la souveraineté de la R.A.S.D.

24 mars : Cinq détenus de l'U.S.F.P.

observent une grève de la faim à la prison de Marrakech.

25 mars : Monsieur A. Guerra, vice-président du gouvernement espagnol, durant sa visite officielle en Algérie rencontre Monsieur Oul Salek, responsable des relations extérieures du Front Polisario.

27 mars : Le Maroc et le Gabon renforcent leur coopération.

30 mars : Le ministre mauritanien de l'Intérieur quitte Alger après un séjour de 48 h.

30 mars : Monsieur Gonzalès, président du gouvernement espagnol, achève sa visite officielle de deux jours au Maroc.

1<sup>er</sup> avril : Fin de la visite à Alger de Monsieur Driss Basri ministre marocain de l'Intérieur.

3 avril : Réouverture de la frontière algéro-marocaine pour les résidents de chaque pays.

3 avril : L'A.L.P.S. inflige de lourdes pertes en vies humaines et en matériel lors des opérations militaires contre les troupes marocaines.

8 avril : Un sommet tripartite maghrébin est en préparation à Tunis.

9 avril : Aucune conférence au niveau des chefs d'état du Maghreb ou à quelque niveau que ce soit ne peut avoir lieu sans la R.A.S.D., rappelle Hakim Ibrahim, ministre sahraoui de la R.A.S.D.

15 avril : Une délégation du F.P. conduite par M. Ould Salek a été reçue à Paris au siège du Parti socialiste par M. Hutzinger, secrétaire national chargé des relations internationales, un communiqué commun est publié à l'issue du séjour.

15 avril : Le Zimbabwe établit des relations diplomatiques avec la R.A.S.D.

11 avril : Lors de son congrès à Lisbonne, l'Internationale Socialiste adopte une résolution qui réaffirme son appui au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, ainsi qu'à l'ouverture de négociation directe entre le F.P. et le Maroc.

P. RICHE

Le Conseil d'Administration de l'Association convoque l'Assemblée Générale  
le samedi 25 juin à Paris — 10 h —  
noter dès à présent cette date — le lieu sera fixé dans la convocation

Soutenir le combat du peuple sahraoui pour son indépendance, contribuer au développement de la R.A.S.D., renforcer la paix et l'amitié entre les peuples du Maghreb en devenant amis de la R.A.S.D.

NOM ..... adresse .....  
Prénom ..... Je désire adhérer .....  
Je verse 100 F ..... signature